

# VIVRE À LONDRES AU TEMPS DU BREXIT



**ISABELLE SCHERER**  
IEP Paris, PhD, généalogiste,  
autrice

---

Un témoignage éclairant sur la situation de l'autre côté de la Manche, par une compatriote qui y vit depuis dix années. Glaçant ! Sont-ils devenus fous, ces Bretons ?

---



Statue d'Hercule combattant, copie romaine d'un original grec, musées du Capitole (Palais des Conservateurs), Rome.

© CHEYENNE ONE

**L**e 24 juin 2016, au lendemain du vote en faveur du Brexit, j'ai rencontré Pablo, un Espagnol installé depuis vingt-sept ans en Grande-Bretagne, parfaitement anglophone, un exemple d'intégration. « Comment vous sentez-vous ? m'a-t-il demandé. – Indésirable. – Moi aussi ! »

Pendant les quatre ans qui viennent de s'écouler, ma perception n'a pas changé. Ma déception est d'autant plus forte qu'à mon arrivée, il y a dix ans, j'avais été émerveillée par la diversité et la tolérance de Londres où tous étaient accueillis et travaillaient à tous les niveaux, quels que fussent la couleur de leur peau, leur pays d'origine ou leur religion.

### La xénophobie révélée par le Brexit concerne tous les Européens

Après le vote, la police a constaté une hausse de 46 % des incidents à caractère raciste et xénophobe par rapport à la même période de l'année 2015. Ils ont particulièrement touché les Européens de l'Est accusés de voler le travail des Britanniques, selon une rengaine hélas bien connue. Août 2016 : parce qu'il a eu le malheur de parler polonais dans la rue, un homme est assassiné ; 16 septembre, pour la même raison, un autre a reçu un coup de couteau dans le cou. Cette xénophobie, nourrie par le discours politique pro-Brexit, a persisté. En quatre ans, une bonne dizaine de mes connaissances s'est entendue dire : « Rentre chez toi ! » dans un contexte où les agressions, souvent verbales, se multipliaient. Faire l'expérience de la xénophobie, que l'on condamnait auparavant par principe, a laissé des traces et créé une coupure.

En décembre 2019, Boris Johnson déclarait encore à propos de l'immigration non qualifiée : « Les étrangers européens ont pu traiter la Grande-Bretagne comme s'il s'agissait de leur propre pays. Le problème avec cela, c'est que cela s'est fait sans contrôle. » Oubliant de mentionner que si tant d'Européens de l'Est ont pu venir, après un élargissement encouragé par la Grande-Bretagne, c'est que le gouvernement le voulait bien. En effet, les règles européennes de libre circulation ne s'appliquaient pas immédiatement et nombre d'autres pays de l'Union (la France, par exemple) ont posé des limites à cette immigration. Le 1<sup>er</sup> février 2020 encore, au lendemain du Brexit « officiel », une affiche intitulée *Happy Brexit Day* fut accrochée dans un immeuble de Norwich. On y lisait : « Nous ne tolérerons plus les personnes parlant une autre langue que l'anglais... et, si vous souhaitez parler une autre langue, rentrez dans votre pays et laissez votre appartement à de vrais →

—> Anglais afin que nous puissions revivre comme avant que vous n'infectiez notre grande île. » De fait, beaucoup d'incidents xénophobes ont eu lieu après que des Britanniques ont entendu deux personnes converser dans une langue étrangère. Selon un tweet récent de l'institut de sondage YouGov, 26 % des Britanniques et 41 % des votants pour le Brexit se sentent mal à l'aise quand ils sont dans cette situation (le sondage ne précisait pas si ces mêmes Britanniques évitaient de parler anglais dans la rue lors de leur voyage sur le continent).

Il me semble que cette situation vient aussi du fait que les langues étrangères ne sont plus enseignées au Royaume-Uni. En 2004, le gouvernement de Tony Blair a retiré cet apprentissage du programme obligatoire des lycées, accentuant l'idée selon laquelle l'anglais se suffisait à lui-même. Résultat : le nombre d'élèves passant les épreuves *A-level* (bac) en français ou en allemand a diminué de moitié entre 1996 et 2011. Sur 438 722 lycéens de terminale, seuls 5 686 élèves de l'enseignement public ont passé l'épreuve de français en 2012, l'espagnol est en deuxième position.

Bien sûr, Londres a voté pour rester dans l'Union à 59,9 % ; bien sûr Sadiq Khan, son maire, multiplie les messages bienveillants ; bien sûr la xénophobie n'est, fort heureusement, pas générale ; mais l'ambiance de la ville a changé. Il me semble que l'on a peu commenté, en France, cette xénophobie à l'égard des Européens. Tout cela est paradoxal dans un pays traditionnellement ouvert sur le monde. Comment l'expliquer ?

## Le Commonwealth avant tout

Les Britanniques ont l'habitude de traiter avec des étrangers avec qui ils partagent une communauté de langue et donc, de leur point de vue, une proximité culturelle. Ainsi les États-Unis avec qui les gouvernements disent entretenir une « relation spéciale » ou d'autres anciennes colonies, rassemblées dans le Commonwealth. Cette organisation dont les pays partagent souvent des systèmes administratifs et scolaires hérités des Britanniques – sans parler de la tradition sportive : rugby et cricket compris – a une grande importance ici. Elle rappelle aussi à certains nostalgiques la grandeur perdue de l'Empire. 27 % des Britanniques aimeraient que l'Empire existe encore (YouGov, mars 2020).

La solidarité avec les anciennes colonies n'est pas un vain mot, les ressortissants du Commonwealth ont le droit de vote à toutes les élections, pour peu qu'ils soient résidents. Cela représente près d'un million de personnes qui ont voté lors du référendum de 2016, alors que les Européens ne le pouvaient pas. Interrogé sur cette disparité, Dominic Grieve, député conservateur favorable

à l'UE, a répondu que l'on ne pouvait pas la remettre en cause. C'est avec cela en tête qu'il faut comprendre les propos de Theresa May, encore Premier ministre, affirmant que post-Brexit « on ne verrait plus des Européens passer devant des ingénieurs de Sydney ou des informaticiens de Delhi ». Il y a aussi la Reine qui est, ne l'oublions pas, souveraine de quinze pays du Commonwealth. Elle ne dit rien mais le dramaturge Peter Morgan a bien résumé un sentiment répandu quand il a placé les mots suivants dans la bouche de David Cameron dialoguant avec la souveraine : « Notre chef d'État a des liens émotionnels si forts avec le Commonwealth qu'il nous est impossible, en tant que sujets, de nous engager complètement dans toute autre union... » (*The Audience* par Peter Morgan, Faber & Faber Ltd. 2013). Pour ma part, j'ai maintenant bien compris qu'un Australien ou un Pakistanais sera toujours considéré comme plus proche des Britanniques que n'importe quel Européen.

L'Empire a aussi trouvé une nouvelle forme d'expression dans la City. Nœud stratégique, capitale de la finance, le pôle d'attraction qu'elle représente a habitué les Britanniques à l'idée que Londres était toujours au centre du monde.

## Les Britanniques ont gagné la guerre seuls... ou presque

À cela s'ajoute un certain sentiment de supériorité sur le reste de l'Europe, ancré dans le fait que le Royaume-Uni a été le seul pays à résister au nazisme. Cet argument a été souvent invoqué pour dire qu'il peut donc se passer de l'Europe. On ne compte plus le nombre de programmes TV et de films consacrés aux guerres mondiales. Il y en a parfois plusieurs par semaine. Les Britanniques y font souvent peu de cas de leurs alliés. À la question : « Selon vous qui a joué le rôle le plus important dans la défaite des nazis dans la Seconde Guerre mondiale ? », 50 % des personnes interrogées répondent le Royaume-Uni, 13 % les Soviétiques et 9 % les Américains ; dans le même sondage en Allemagne ou en France, le principal rôle est attribué aux Américains suivis par les Russes et les Britanniques. Boris Johnson a joué sur ces sentiments quand, ministre des Affaires étrangères, il a affirmé que l'UE, l'Allemagne nazie ou la France napoléonienne avaient le même but : unifier l'Europe et la placer sous commandement unique (*The Telegraph*, 15 mai 2016).

## L'inégalité en cause

De surcroît, l'écart entre les riches et les pauvres n'a jamais été aussi important en Grande-Bretagne. Les cinq familles les plus riches possèdent autant que les

13,2 millions de personnes les plus pauvres. 14 millions de personnes, un cinquième de la population, vivent dans la pauvreté, dont 4 millions sont 50 % en dessous du seuil de pauvreté et 1,5 million de personnes sont totalement démunies. Il y a en Grande-Bretagne une forme d'acceptation de la différence entre classes sociales que l'on ne perçoit pas au début car elle est inimaginable en France. L'inégalité faisant peu débat, il a été facile aux *brexiteurs* de convaincre une partie de l'électorat que l'immigration européenne était la cause de tous leurs maux, y compris des poches de chômage. Rappelons qu'officiellement il n'y avait que 3,8 % de chômeurs avant la crise Covid, et que, selon les lois de l'UE, le gouvernement peut demander à tout Européen de partir s'il n'a pas trouvé de travail dans les trois mois suivant son arrivée. Personne ici n'est au courant de cette règle, ni d'ailleurs de la façon dont les institutions européennes fonctionnent.

## Personne n'a défendu l'Europe ni l'immigration européenne

La presse n'a pas fait son travail d'information sur l'Europe, que ce soit avant, pendant ou après la campagne du référendum. Dans un monde incertain, une courte majorité des Britanniques a été persuadée par les *brexiteurs* que l'Europe ne leur offrait pas une protection suffisante, ou pas celle dont ils avaient besoin; et que, comme en 1940, ils se sortiraient bien mieux par eux-mêmes de toutes les adversités. Tous les mensonges proférés par le camp pro-Brexit ont été repris à l'unisson par des médias (*The Sun*, *The Telegraph*, *The Daily Mail*, etc.) presque tous acquis à cette cause, sans aucun effort de critique ou de vérification des faits. Au fil des ans, on a pu lire que l'UE allait, par exemple, interdire les aires de jeux pour les enfants, dire aux agriculteurs britanniques ce qu'ils devaient faire pousser, obliger les bières légères à changer de nom, interdire les cornemuses, interdire que l'on sonne les cloches des églises, etc.

Cet inventaire à la Prévert n'a jamais été démenti vigoureusement par le camp pro-européen, persuadé que le ridicule de ces accusations suffisait à les invalider. Au déchaînement émotionnel des tabloïds, il s'est contenté d'opposer une attitude raisonnable, pondérée, présentant au mieux l'adhésion à l'UE comme un avantage économique, jamais comme une institution positive pour la vie des gens et ouverte au débat démocratique. Les partisans du Brexit ont bien joué de cette faiblesse en martelant des messages simplistes qui tiennent toujours en trois mots : *Get Brexit done*, *Take back control*, *Unleash Britain's potential* et ont fini par tenir lieu de programme politique. Dans ce contexte, personne n'a trouvé de slogan

pour défendre les Européens qui sont pourtant, par exemple, indispensables au bon fonctionnement du système de santé publique (9,5 % des médecins et 6,4 % des infirmiers, 5,7 % des autres professionnels de santé). Ou de l'agriculture : les Européens représentent 90 % des ouvriers agricoles. Les maraîchers britanniques peinaient tellement à recruter les bras dont ils avaient besoin en cette période de Covid qu'ils ont dû affréter des vols charters pour faire venir des Roumains ou des Bulgares, lesquels furent dispensés de quarantaine.

## La pression sur les expatriés

Pour éviter les ennuis, notamment les restrictions à la liberté de déplacement, et parce qu'ils ont construit leur vie dans ce pays, nombre d'Européens « continentaux » ont demandé la nationalité britannique. Ils représentaient 31 % des dossiers fin 2019 contre 12 % en 2016. Pour les autres, alors que Boris Johnson avait promis qu'un permis de séjour leur serait automatiquement accordé, celui-ci, nommé *settled status*, n'est attribué qu'à ceux qui sont dans le pays depuis cinq ans et peut être refusé ou donné de façon provisoire (*pre-settled status*). Au 30 avril 2020, 3 536 000 demandes avaient été déposées, le *settled status* accordé à 58 % d'entre elles, et le permis provisoire à 41 % des autres.

Si l'arbre de la crise Covid a caché quelque temps la forêt Brexit, la situation me semble avoir peu changé ces derniers mois. Pendant que les négociations piétinaient, le gouvernement britannique a enchaîné les décisions qui concernent directement les Européens vivant sur son sol : hausse des frais universitaires pour 2021-2022, reconduite à la frontière au moindre petit délit. Pour ceux qui voudraient émigrer en 2021, la ministre de l'Intérieur vient d'annoncer le montant des revenus annuels exigés. Pendant ce temps, un nouveau slogan en trois mots a été lancé pour préparer les entreprises au Brexit et à la paperasse qu'il leur faudra produire : *Check, change, go*, tandis que le gouvernement continue à minimiser les changements à venir. Ces contradictions perpétuelles m'ont donné l'impression de vivre dans une maison de fous. Tout ce que racontent le gouvernement et une partie de la presse de ce côté-ci de la Manche (négociation facile avec l'UE, on reprend le contrôle, pas de frontière-douane en Irlande du Nord, traité commercial extraordinaire avec les USA, etc.) est immédiatement démenti de l'autre côté sans que cela semble gêner le moins du monde ni le gouvernement ni une majorité du grand public. Aujourd'hui, tout le monde semble persuadé qu'un accord sera trouvé à la dernière seconde. Espérons-le. Quant à moi, c'est décidé, je retransverse la Manche ! X